

Ils se mobilisent contre la suppression d'une classe

Alors que des inscriptions supplémentaires sont enregistrées à l'école, parents et élus se sont mobilisés, hier, pour partager leur incompréhension face la suppression de classe envisagée.

La mobilisation

Une effervescence inhabituelle régnait vendredi matin à l'entrée de l'école Marguerite-Montagne où parents d'élèves et élus municipaux étaient mobilisés contre la suppression d'une classe envisagée par les services académiques (Dasen), à la prochaine rentrée scolaire.

Une protestation liée aux prévisions d'effectifs et à la réponse actuelle de l'inspection académique. À ce jour, le groupe scolaire accueille 123 élèves : 40 en maternelle et 83 en élémentaire, en classes dédoublées (CP-CE1, CE1-CE2, CE2-CM1, CM1-CM2). Des effectifs confortables, selon les parents d'élèves, **« mais ce ne sera pas le cas l'an prochain si cette suppression devient réalité. Il y a aujourd'hui plus d'inscriptions enregistrées que les effectifs actuels et ce n'est pas fini avec la livraison, à court terme, de nouveaux logements dans notre commune en pleine expansion »**, explique Angélique Gautier, au nom des parents d'élèves.

L'incompréhension des parents et de la mairie

« La restructuration qui se profile, profitant aussi du départ de plusieurs enseignants, imposée par une suppression de classe, induira mécaniquement un nombre d'élèves par classe bien supérieur, et au-delà des 24, pour certaines d'entre elles, sans compter l'arrivée possible, en cours d'année, d'enfants à besoins spécifiques, avec suivi adapté, comme c'est très souvent le cas depuis quelques années », ajoute-t-elle. D'autres parents venant déposer leurs enfants à l'école signent une pétition.

Cette mobilisation a le soutien de la municipalité, dont quelques élus étaient présents. **« Nous ne comprenons pas cette suppression, eu égard à des prévisions d'effectifs en hausse. En mairie, nous avons enregistré déjà 20 inscriptions supplémentaires et 28 logements vont être livrés cet été. On nous a évoqué aussi l'hypothèse d'une classe dédoublée CE2-CM2 et, pour nous, c'est un non-sens »**, justifie le maire, Thierry Saint.

Une suppression pas actée

Et tous d'évoquer leur incompréhension face aux problématiques de harcèlement, de violence et autres formes de violences contre lesquelles il faut lutter dès le début de la scolarité.

À l'issue de cette mobilisation, une délégation était reçue en mairie, en présence du maire et de Valérie Brunel, inspectrice départementale, représentant la DASEN, venue expliquer le calendrier de la phase d'ajustement de la carte scolaire. La suppression n'est pas encore actée définitivement, mais le dossier est assurément à suivre, dans les prochaines semaines.



Parents d'élèves et élus se sont mobilisés, hier vendredi, devant l'entrée de l'école pour protester contre la suppression possible d'une classe malgré une hausse des effectifs. Ouest-France